

ACTION URGENTE

DES VILLAGEOIS MEXICAINS DOIVENT ÊTRE PROTÉGÉS

Depuis qu'ils ont été libérés sous caution le 11 novembre, quatre hommes devant être jugés pour l'agression, en septembre, de Ricardo Lagunes Gasca, un avocat spécialiste des droits humains, et d'autres habitants de l'Ejido Jotolá, situé dans le sud du Mexique, tentent d'intimider des témoins et menacent de tuer et de violer des villageois.

Ces hommes ont été arrêtés le 3 novembre pour avoir agressé **Ricardo Lagunes Gasca**, un avocat spécialiste des droits humains, ainsi que des habitants de l'Ejido Jotolá, situé dans la municipalité de Chilón (État du Chiapas), notamment **Carmen Aguilar Gómez**, qui a reçu une balle dans la jambe. Ils ont été inculpés de tentative de meurtre, de privation de liberté et de coups et blessures, mais un juge les a libérés sous caution le 11 novembre, au motif que leurs infractions n'étaient pas graves.

Dans la nuit du 11 novembre, ces quatre hommes, visiblement saouls, sont retournés à l'Ejido Jotolá et sont restés à proximité de la maison de la mère d'un homme ayant témoigné contre eux. Des villageois ont également signalé qu'au cours des jours suivants, ils leur avaient crié qu'ils allaient « *tuer* [les sympathisants de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN)] *un par un et violer toutes les femmes* ».

Selon les habitants, les agresseurs font partie d'un groupe armé illégal connu sous le nom d'Organisation pour la défense des droits des indigènes et des paysans (OPDDIC) qui s'oppose aux sympathisants de l'EZLN. Le 7 novembre, des membres de l'OPDDIC ont menacé d'incendier des maisons de l'Ejido Jotolá en représailles à l'arrestation de ces quatre hommes.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS (en espagnol, en anglais ou dans votre propre langue) :

- exhortez les autorités à fournir immédiatement aux habitants de l'Ejido Jotolá, dans la municipalité de Chilón, ainsi qu'aux défenseurs des droits humains qui travaillent dans la région, une protection conforme à leurs souhaits ;
- engagez-les à faire en sorte que les mesures nécessaires soient prises afin d'empêcher les quatre hommes accusés de la première agression de menacer ou d'agresser les villageois ;
- demandez que soit menée dans les plus brefs délais une enquête impartiale sur les nouvelles menaces visant les villageois, ainsi que sur les circonstances dans lesquelles des hommes en attente de leur procès ont pu retourner dans ce village sans qu'aucune mesure ne soit prise pour empêcher de nouveaux actes d'intimidation.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 30 DÉCEMBRE 2009 À :

Ministre de l'Intérieur :

Lic. Fernando Francisco Gómez-Mont

Secretario de Gobernación
Bucareli 99, 1er. piso, Col. Juárez
Del. Cuauhtémoc, México D.F., C.P.
06600, Mexique

Fax : +52 55 5093 3414

Courriers électroniques :

secretario@segob.gob.mx

Formule d'appel : *Señor Secretario, /*

Monsieur le Ministre,

Procureur général de l'État du Chiapas :

Mtro. Raciél López Salazar
Procurador General de Justicia del
Estado de Chiapas
Libramiento Norte no. 2010, Col. El
Bosque, Tuxtla Gutiérrez, Chiapas, CP
29049, Mexique

Fax : +52 961 616 5724

Courriers électroniques :

raciel.lopez@mje.chiapas.gob.mx

Formule d'appel : *Señor Procurador, /*

Monsieur le Procureur général,

Commission des droits humains de l'État du Chiapas :

Presidente de la Comisión Estatal de
Derechos Humanos de Chiapas
Blvd. Comitán 143, Col. Moctezuma,
Tuxtla Gutiérrez, Chiapas, Mexique

Fax : +52 961 639 6615 (si une
personne décroche, veuillez dire : « *me
da tono de fax, por favor* »)

Courriers électroniques : cdh@cdh-chiapas.org.mx

Formule d'appel : *Señor Presidente, /*
Monsieur,

Copies à : Centro de Derechos Humanos Fray Bartolomé de las Casas, courriers électroniques : accionurgente@frayba.org.mx

Veuillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Mexique dans votre pays. Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci. Ceci est la première mise à jour de l'AU 250/09 (AMR 41/049/2009). Pour plus d'informations : www.amnesty.org/fr/library/info/AMR41/049/2009/fr.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

DES VILLAGEOIS MEXICAINS DOIVENT ÊTRE PROTÉGÉS

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Le 18 septembre, Ricardo Lagunes Gasca, un avocat travaillant pour le Centre des droits humains Frère Bartolomé de Las Casas, était en visite à l'Ejido Jotolá, où il conseillait les proches de deux hommes poursuivis sur la base d'éléments obtenus sous la torture (voir l'AU 103/09, AMR 41/021/2009, disponible sur <http://www.amnesty.org/fr/library/info/AMR41/049/2009/fr>, et ses mises à jour). Alors qu'il quittait le village, des membres de l'OPDDIC, dont certains étaient armés de fusils et d'autres de bâtons et de pierres, l'ont empoigné, frappé et ont menacé de le lyncher. Cette tentative de meurtre a été interrompue par d'autres villageois, mais dans les affrontements qui ont suivi, Carmen Aguilar Gómez a été blessée par balle.

Au Mexique, des défenseurs des droits humains sont menacés, agressés, poursuivis pour des motifs politiques et emprisonnés pour avoir mené des mouvements de protestation ou prôné le respect des droits fondamentaux. Le gouvernement a accepté de mettre en place pour plusieurs militants les mesures de protection ordonnées par la Commission interaméricaine des droits de l'homme, mais certains ont indiqué qu'aucune protection efficace ne leur avait été fournie. Aucun effort substantiel n'a été fait pour enquêter sur les cas de violences contre des défenseurs des droits humains. Dans ce type d'affaires, l'impunité est la règle, ce qui laisse la porte ouverte à de nouvelles attaques.

Dans les zones du Chiapas où l'influence de l'EZLN est contestée, on observe encore fréquemment des menaces et des agressions de la part de groupes opposés à cette organisation, tels que l'OPDDIC, contre des membres de la population soupçonnés de la soutenir. Parmi les communautés locales, beaucoup craignent de nouvelles agressions car les autorités ne prennent pas de mesures à l'égard de ces groupes.

L'EZLN est un groupe armé d'opposition inactif au niveau militaire depuis de nombreuses années mais qui continue d'exister sous la forme d'un mouvement social et politique dans de nombreuses régions du Chiapas.

Action complémentaire sur l'AU 250/09, AMR 41/059/2009, 18 novembre 2009

